



MACRON CHERCHE L'AFFRONTLEMENT !

Macron cherche l'affrontement contre les droits collectifs. Salarié-es du service public et du privé, chômeurs montrés du doigt, ordonnances autoritaires, sélection des jeunes pour l'université : la population est menacée dans ses droits par le chef d'Etat.

Macron n'aime pas les conquêtes sociales. Tout y passe. Le Code du travail n'est plus universel, mais révisé à la baisse et découpé par entreprise. Des trains privés vont bientôt circuler (2020) et leur personnel s'adapter à la concurrence et perdre leur statut. Les cheminots devront se soumettre ou partir, et les usagers accepter des hausses des tarifs.

Les « statuts » du travail sont critiqués comme des privilèges, alors que la France capitaliste est championne du monde pour les dividendes versés aux propriétaires d'actions (42 milliards d'euros selon une enquête internationale). Pire : Macron sème la division. Au Salon de l'agriculture, il oppose « agriculteurs qui font faillite » et cheminots bénéficiant des retraites. Mais il ne dit pas que les caisses de retraites des salarié-es renflouent les déficits des régimes artisans et agriculteurs.

Au lieu de tirer tout le monde vers le haut, Macron, Président des riches, veut nous aligner vers le bas. Il ne cherche pas le bien commun, mais la concurrence de tous contre tous.

Oui aux droits universels, non à la concurrence !

Les droits sociaux et le statut du travail ne sont pas un privilège, mais une dignité. Ils reconnaissent une qualification, le salaire, une autonomie dans le travail, encore très insuffisante. Dans le secteur privé, les droits conquis protègent contre l'arbitraire et la violence du pouvoir managérial.

15 MARS, 22 MARS : GRÈVES ET MANIFESTATIONS UNITAIRES !

Les services publics servent à toute la société, et d'abord aux plus fragiles : éducation, santé, transports, culture. Il faut les développer, et non les mettre à la merci des firmes privées.

Dans la société de Macron, la concurrence, la propriété privée, ne profitent qu'à une toute petite minorité. Et elles généralisent l'insécurité sociale pour la majorité.

En Europe, Macron et les autres chefs d'Etat veulent tout privatiser et permettre aux actionnaires de faire des profits : chemins de fer, énergie, santé, retraites. Refusons ces choix !

15 mars, 22 mars : grèves et manifestations unitaires ! Les syndicats font l'unité.

Ensemble ! propose aux forces de gauche antilibérales de se rassembler et agir. Organisons des assemblées citoyennes de débats et d'action. Stop Macron ! D'autres choix sont possibles.

Défendons les services publics ! Pour une société démocratique et juste, la richesse doit servir à une sécurité sociale universelle !

Retraites pressurées...

Résidents et personnels ehpad maltraités

DE CETTE SOCIÉTÉ-LÀ, ON N'EN VEUT PAS !

ON RECONNAÎT UNE SOCIÉTÉ
À LA FAÇON DONT ELLE TRAITE
SES ANCIENS.
SOUS L'ÈRE MACRON, LA FRANCE
EST LOIN D'ÊTRE UN MODÈLE.

Privilèges, les retraites ?

C'est le prétexte choisi pour augmenter de 1,7% la CSG, ce qui équivaut à une hausse de 25% du prélèvement. Ainsi, les retraités du baby boom jouiraient d'un privilège au détriment des actifs: non !

Les pensions ne sont jamais versées au détriment des actifs. C'est un salaire collectif qui est réparti. Mais, les « réformes » négatives depuis 25 ans amputent largement les droits, comme la décote, vraie double peine pour celles et ceux qui n'ont pas toutes leurs annuités.

La réalité, c'est le retour des retraité-es pauvres, surtout les femmes, dont la pension est inférieure de 40% à celle des hommes, à cause des inégalités salariales.

Mais le pire serait à venir !

Macron veut encore « ré-for-mer » les retraites. Ainsi le montant des pensions ne serait pas connu à l'avance. Chacun cumulerait des cotisations sur un compte virtuel. La pension serait calculée en fonction de l'âge de départ (choisi !) et de l'espérance de vie. C'est la porte ouverte aux pensions privées !

Nous n'en voulons pas !

EHPAD : Dignité et respect pour les résidents et les personnels

Aucune politique sérieuse n'existe pour faire face au vieillissement. Le bilan est catastrophique. Dans les EHPAD privés lucratifs, les prix de journée sont prohibitifs pour les résidents et leurs familles. Cela profite aux actionnaires.

L'Allocation d'autonomie n'est pas égalitaire sur le territoire. Faute de moyens, il y a une dégradation de la qualité de l'accueil des résidents (toilettes, douches, alimentation), avec des soins à la chaîne, déshumanisés, une maltraitance à l'égard des personnes âgées, et une souffrance professionnelle intense des personnels.

L'accueil des personnes âgées ne doit pas être un commerce enrichissant des actionnaires.

Nous voulons un véritable service public de la perte d'autonomie, tant à domicile qu'en établissement. Un service public hors de l'emprise privée lucrative, géré démocratiquement, avec des personnels qualifiés et correctement rémunérés.

De l'argent il y en a quand on voit les profits des entreprises du Cac 40 : 94 milliards d'euros en 2017, du jamais vu !

Actifs, retraité-es, salarié-es, chômeur-ses, AGISSONS :

- ★ Pour une harmonisation par le haut des droits sociaux et régimes de retraite
- ★ Pour une société où le bien commun et la solidarité sont une priorité face aux appétits de la finance
- ★ Pour la création d'une branche de la sécurité sociale dédiée à la perte d'autonomie
- ★ Pour un accueil respectueux de la dignité des personnes âgées

